



# JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse :  
94 avenue Adoula coin des usines, Commune Lubumbashi, Haut Katanga /RDC, Tél : +243994075131, +243971654932,  
E-mail :justicia.asbl@gmail.com, Site web : [www.justiciahumanrights.org](http://www.justiciahumanrights.org)

## **COMMUNIQUE DE PRESSE N°008/JUST/2024**

### **ATTAQUES ARMEES DU 19 MAI 2024 A KINSHASA : LA JUSTICE MILITAIRE CONGOLAISE DOIT MENER DES ENQUETES EN TOUTE IMPARTIALITE POUR FAIRE ETABLIR LES RESPONSABILITES**

JUSTICIA Asbl, une organisation de promotion et de protection des droits de l'homme, du droit humanitaire et de développement basée en RDC, a suivi avec inquiétude les attaques armées perpétrées dans la matinée du 19 mai 2024 à Kinshasa par un groupe d'individus lourdement armés contre la résidence du Ministre de l'économie nationale et candidat unique de la plate-forme politique Union Sacrée de la Nation à la présidence de l'Assemblée nationale, Monsieur Vital KAMERHE ainsi que du Palais de la nation, au motif de vouloir changer les institutions publiques en place.

Tout en condamnant ces attaques qui ont malheureusement causé dans le chef des assaillants des décès et de deux éléments de la force de sécurité en pleine exécution de leur noble tâche, JUSTICIA Asbl reste convaincue qu'aucune raison ne doit justifier le recours à la violence armée -qui reste d'ailleurs un acte répréhensible au regard du droit interne et du droit international - pour soit disant accéder au pouvoir.

Ces attaques armées dans la capitale congolaise et surtout l'accès facile par les insurgés au Palais de la nation généralement très sécurisé (où se trouve le bureau du Président de la République) sont inacceptables, et amènent JUSTICIA Asbl à s'interroger notamment sur l'efficacité des services de sécurité et de défense, le pourquoi de chercher à attenter à la vie du Ministre de l'économie nationale et candidat à l'Assemblée nationale Vital KAMERHE en s'attaquant à sa résidence.

En outre, ces événements surviennent pendant qu'il y a des affrontements à l'Est du pays où les rebelles de la coalition M23/AFC soutenus par l'armée rwandaise, continuent à commettre des graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire contre les populations civiles, dans leur tentative de prendre la ville de Goma. Plus grave encore, les autorités nationales des services de sécurité et de défense ne parviennent toujours pas à prendre des dispositions idoines pour la reconquête complète par les FARDC des zones occupées par l'ennemi. Ceci est d'autant plus inquiétant que certains compatriotes congolais, au motif de lutter contre les injustices sociales du régime politique en place, trahissent leur patrie en s'alliant à ceux qui tuent, violent et pillent ses ressources naturelles dans leur quête de balkanisation du pays.

JUSTICIA Asbl invite, pour ce faire, le Président de la République à prendre les taureaux par les cornes en prenant préventivement des décisions drastiques pour relever de leurs fonctions les responsables des services de défense et de sécurité qui ne parviennent pas à mettre des stratégies en place pour que les FARDC reconquissent toutes les localités occupées par la coalition M23/AFC/armée ruandaise, et ceux dont la négligence vient d'être mise à nu à travers ces attaques armées contre la résidence du Ministre de l'économie nationale et candidat à l'Assemblée nationale Vital KAMERHE, et le Palais de la nation (qui est aussi un emblème de la Présidence de la république).

Afin de mettre fin à cette pratique devenue dangereuse dans le chef de certains militaires indisciplinés, il est demandé à l’Auditeur général d’arrêter tous ces soldats-là qui se sont permis de filmer et diffuser soit les images des insurgés tués et arrêtés, soit des biens perquisitionnés. Ces pratiques non seulement violent la dignité humaine, mais surtout torpillent les enquêtes en cours.

Tout en exhortant le commun des Congolais à un sens élevé de patriotisme et au recours aux voies pacifiques et légales pour accéder au pouvoir ou changer les institutions publiques, JUSTICIA Asbl demande aux autorités judiciaires congolaises, principalement, l’Auditeur Général des FARDC près la Haute Cour Militaire, de mener des enquêtes en toute indépendance et impartialité afin d’attirer dans un bref délai tous les présumés auteurs directs et indirects de ces événements ; et de veiller au respect des droits de toutes les personnes arrêtées – dont le droit à ne pas être torturé, le droit d’entrer en contact avec les membres de leurs familles et leurs avocats, etc.

Fait à Kinshasa, le 20/05/2024

Pour JUSTICIA Asbl  
Maitre Timothée MBUYA  
Président